

BUREAU DU CONSEIL DE L'EUROPE EN GÉORGIE

RESULTATS EN 2025



Le **plan d'action du Conseil de l'Europe pour la Géorgie 2024-2027** est le quatrième d'un partenariat de longue date. Il fournit un cadre stratégique de coopération sur quatre ans visant à aligner la législation, les institutions et les pratiques de la Géorgie sur les normes européennes dans les domaines des droits humains, de l'État de droit et de la démocratie.

Dans un contexte complexe et difficile, les risques ont été atténués avec succès grâce au renforcement de la coopération avec les organisations de la société civile, les médias et les citoyens, tout en maintenant un dialogue constructif avec les autorités nationales. L'un des **principaux axes stratégiques consiste à accroître la participation directe des citoyens aux activités du Conseil de l'Europe**. Dans plusieurs domaines, une méthodologie axée sur le changement social et comportemental a été introduite afin d'améliorer la durabilité à long terme et l'impact concret du travail accompli.

EN CHIFFRES : UNE PLATEFORME D'ACTION (AU 1ER JANVIER 2026)



43 MEMBRES DU PERSONNEL DÉDIÉS, Y COMPRIS 32 TRAVAILLANTS SUR DES PROJETS.



5 PROJETS RÉGIONAUX ET 10 PROJETS NATIONAUX, DONT 1 PROJET PHARE MENÉ CONJOINTEMENT PAR L'UE ET LE CONSEIL DE L'EUROPE, INTITULÉ « LE PARTENARIAT POUR UNE BONNE GOUVERNANCE ».



LE BUDGET TOTAL ESTIMÉ DU PLAN D'ACTION S'ÉLÈVE À 30,4 MILLIONS D'EUROS. LES CONTRIBUTIONS DES DONATEURS SOUTIENNENT L'ENGAGEMENT STRATÉGIQUE À LONG TERME.

TÉLÉCHARGER LE PLAN D'ACTION DU CONSEIL DE L'EUROPE POUR LA GÉORGIE 2024-2027



POURQUOI VOTRE IMPLICATION EST IMPORTANTE

Le soutien au plan d'action se traduit par des résultats tangibles et des progrès pour la société, en faisant progresser l'engagement du pays en faveur des droits humains et en renforçant la résilience dans un contexte complexe, tout en maintenant un dialogue constructif.

IMPACT DU TRAVAIL DU CONSEIL DE L'EUROPE EN GÉORGIE



FAIRE PROGRESSER L'ÉTAT DE DROIT ET LA JUSTICE

Renforcer le contrôle des décisions judiciaires en matière de droits humains. Le Bureau du Défenseur public a augmenté le nombre de communications adressées au Comité des Ministres en vertu de la règle 9, améliorant ainsi le suivi de la mise en œuvre au niveau national et l'établissement de rapports fondés sur des preuves, et renforçant le contrôle de l'exécution des décisions judiciaires.

Intégration des sciences comportementales dans la pratique de la justice pénale. La formation innovante du Conseil de l'Europe destinée aux procureurs et aux avocats a introduit les sciences comportementales dans la prise de décision judiciaire en Géorgie, favorisant un raisonnement juridique plus réfléchi, l'amélioration des décisions des procureurs et une présentation plus solide des affaires devant les tribunaux.

Former une nouvelle génération de défenseurs des droits sociaux. 25 étudiants en droit ont amélioré leur raisonnement juridique et leurs compétences en matière de plaidoirie en appliquant les normes de la Charte sociale européenne lors d'audiences simulées, transformant ainsi les normes en arguments convaincants et prêts à être utilisés dans la pratique. Équipés pour partager leurs connaissances au sein de réseaux de pairs, ils sensibilisent davantage le public aux droits sociaux et renforcent leur visibilité.

ENCOURAGER L'ÉDUCATION ET LA PARTICIPATION

Forte participation des élèves et engagement de la communauté scolaire. Dans 44 écoles, 120 membres de la communauté scolaire ont participé aux activités du Conseil de l'Europe, faisant état de nouvelles idées pour la participation des élèves (96,6 %), d'une motivation accrue (96,5 %) et d'une meilleure compréhension de la manière de mobiliser la communauté et les ressources externes (89,5 %).

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ

Égalité dans la pratique et sensibilisation du public. Les représentants des médias ont amélioré leur utilisation d'un langage sensible et éthique, renforcé leur capacité à éviter les discours haineux et amélioré les reportages responsables sur les groupes vulnérables. Lors des Journées de l'Europe à Batoumi et Koutaïssi, des centaines de visiteurs ont participé à des activités interactives sur la discrimination, les discours haineux et les préjugés inconscients, et ont découvert les mécanismes européens et nationaux de lutte contre la discrimination.

PROTÉGER LES PERSONNES VULNÉRABLES ET PROMOUVOIR LES DROITS HUMAINS

Les droits des enfants sont protégés. Le traitement des mineurs par la police et les enquêteurs s'est amélioré grâce à un nouveau module de formation sur l'interrogatoire des victimes et des délinquants mineurs et à la création d'un groupe de 20 formateurs certifiés chargés d'ancrer le changement de pratique.

Capacité opérationnelle contre la violence sexuelle envers les enfants. 20 travailleurs sociaux ont renforcé leurs approches professionnelles grâce à des sessions interactives de deux jours axées sur le changement social et comportemental.

PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE ET LA LIBERTÉ DES MÉDIAS

Les journalistes et les militants sont protégés. La plateforme Anti-SLAPP a contribué à protéger les journalistes et les militants confrontés à des poursuites abusives (SLAPP). Les avocats géorgiens spécialisés dans les SLAPP ont identifié quatre cas de ce type et, pour la première fois, ont renvoyé à la recommandation du Conseil de l'Europe sur les SLAPP dans les procédures nationales pour expliquer en quoi les poursuites abusives portent atteinte à la liberté d'expression.